

## Extrait du registre des délibérations Du Conseil d'Administration du Centre Communal d'Action Sociale

Séance du 23 septembre 2025

L'an deux mille vingt-cinq, le vingt et un mars à 14h37,

Le Conseil d'Administration du Centre Communal d'action Sociale de Vaux sur Seine s'est réuni en Mairie, 218 rue du Général de Gaulle,  
Sous la présidence de Monsieur Jean-Claude BREARD, Président du CCAS.

Date de convocation : 11 septembre 2025

Date d'affichage :

Nombre de membres en exercice : 13

Nombre de membres présents : 10

Nombre de membres votants : 13

Etaient présents : M. Jean-Claude BREARD, M. Patrice LESAGE, M. Jean-Marie MORANDI, M. Jean-Claude WALTREGNY, M. Carlos DA GRACA.

Mme Noëlle RENAUT, Mme Hélène MASTARI, Mme Aurore SARRAIL, Mme Chantal PATER, Mme Pascale Colas

**Formant la majorité des membres en exercice**

Absents ayant donné pouvoir :

Mme Dominique FORTIER a donné pouvoir à M. Jean Marie MORANDI

Mme Marie TOURNON a donné pouvoir à Mme Pascale Colas

M. Francis WITTMER a donné pouvoir à M. Patrice LESAGE

Secrétaire de séance : M. Patrice LESAGE

**OBJET : APPROBATION DU REGLEMENT D'ATTRIBUTION DES AIDES FACULTATIVES**

Le Conseil d'Administration du CCAS

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de l'Action Sociale et des Familles,

**Considérant** la nécessité d'encadrer l'attribution d'aide sociale facultatives par la commune afin de garantir l'égalité de traitement entre les administrés

Le Conseil d'Administration, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

**Décide** d'adopter le règlement d'attribution des aides facultatives tel que présenté en annexe.

REÇU EN PREFECTURE

le 29/09/2025

Application agréée F-legalite.com

99\_DE-078-267804086-20250923-DEL IB\_132 02

*Cette délibération est adoptée à 13 voix POUR, 0 voix CONTRE et 0 abstention.*

Certifié exécutoire compte tenu de la  
transmission en sous-préfecture le :  
Et de la publication le :

POUR EXTRAIT CONFORME

**Le Président**

**Jean-Claude BREARD**



*La présente délibération est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Versailles dans un délai de 2 mois après sa transmission aux services de l'Etat et à compter de sa notification, de son affichage ou de sa publication.*